

EDITORIAL

L'Amérique et nous

LE TAFTA, l'accord de libre-échange transatlantique entre les Etats-Unis et l'Union européenne, est abandonné. Obama en avait fait l'objectif de sa fin de mandat, mais en meilleur communicant que président, il fait silence sur cet échec personnel.

De ce côté-ci de l'Atlantique, à commencer par le Maroc, on versera peu de larmes sur ce projet perdu.

Des secteurs exportateurs seront plutôt soulagés que notre premier partenaire n'ait pas à subir ce que Washington voulait lui imposer. Il s'agit en particulier de l'agroalimentaire, des médicaments, des finances ou de la construction automobile et aéronautique

A propos des négociations TAF-TA, on a beaucoup parlé de normes, d'informations sur les produits, des labels, etc. Pour autant qu'on le sache (les travaux étaient gardés secrets par la Commission européenne: incroyable mais vrai!), toutes ces questions étaient effectivement en jeu. Donc la production marocaine aurait dû respecter ces obligations alors que l'offre américaine n'y aurait pas été tenue. Moins discutées mais plus graves étaient les questions d'extension du droit américain, au service de ses entreprises et ce à l'encontre de la souveraineté européenne. Un exemple simple: une entreprise américaine aurait pu demander des dédommagements à son pays d'accueil en Europe si ce pays décidait souverainement d'amender un texte. Vu l'absolue mauvaise foi de Washington pour défendre les régimes fiscaux de ses entreprises, on devine bien comment allait s'appliquer cette disposition, et ce jusque chez nous. Hillary Clinton a bien annoncé que son programme est: gagner de l'argent et des contrats à l'extérieur et empêcher la concurrence étrangère de gêner l'emploi. Quant à Trump...

Avec ou sans TAFTA, on ne va pas rigoler tous les jours: l'impérialisme US est de retour! □

Nadia SALAH

Plan Azur

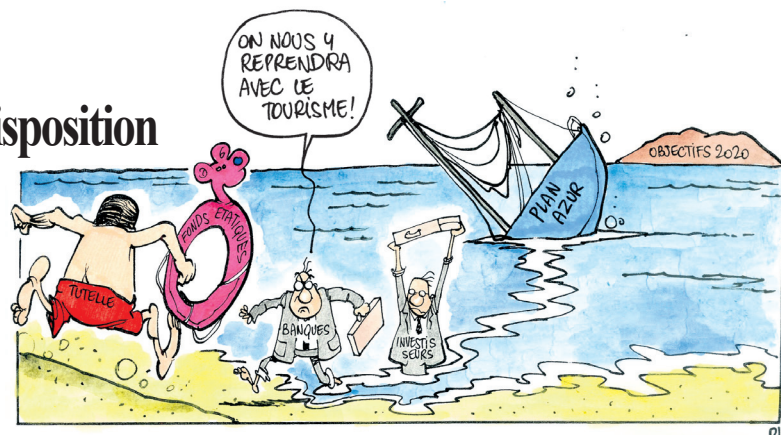
Le détail du fiasco

• A peine 3 et 7% de taux de réalisation en capacités touristique et résidentielle

• Foncier: 40% seulement mis à la disposition des investisseurs

• Premiers chiffres officiels qui confirment la panne

Voir page 2



Accès à l'information

Une patate chaude chez les conseillers!

L'INSTANCE chargée de protéger les données personnelles (CNDP) risque d'hériter d'une nouvelle charge: garantir le droit d'accès à l'information. Son président, le Pr. Saïd Ihrai, se prononce sur le texte actuellement à la Chambre des conseillers. L'occasion pour la CNDP de réclamer à nouveau le statut d'une autorité administrative indépendante. Parallèlement, le projet de loi sur le droit des citoyens à l'information continue de susciter un vif débat. Des parlementaires et le Conseil national des droits de l'homme préfèrent que cette mission soit confiée au Médiateur au lieu de la CNDP. □

Voir Analyse pages 3 à 5

■ Temps d'antenne: Toujours des mécontents

Voir page 29

■ Le crédit à l'équipement repart à la hausse

Voir page 10

■ Casablanca: Que devient la Marina?

Voir De Bonnes Sources

Votre courrier pages 18 & 19

Tati ouvre ce vendredi

Voir page 6

L'ECONOMISTE Retrouvez votre dossier

COMPETENCES & RH

dès le 13 septembre prochain

Vos annonces continuent normalement